

Article 31 du règlement

[Français]

LES SITUATIONS DÉSASTREUSES

M. Jean-Pierre Hogue (Outremont): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'émotion que je vous remercie de me permettre d'offrir, au nom de tous les citoyens et au nom de toutes les citoyennes de la circonscription d'Outremont, que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre, nos plus sincères, et leurs plus sincères sympathies, aux familles et aux amis éprouvés, celles qui vivent présentement des heures de grande tristesse. Cette situation, qui, au Canada, n'a pas sa pareille, marquera, il va de soi, le campus universitaire pour de très nombreuses années à venir.

Vous me permettez aussi, monsieur le Président, comme membre de cette communauté universitaire, d'offrir mes vœux de bonne chance et l'appui de mes collègues de toute la Chambre, il va sans dire, devant cette situation incroyable.

Monsieur le Président, je voudrais que vous me permettiez d'observer un moment de silence pendant les secondes que vous m'accorderez afin d'honorer la mémoire de ces jeunes, des espoirs canadiens, qui sont disparues dans cette situation désastreuse.

M. le Président: L'honorable député comprendra que plus tard cet après-midi la Chambre observera une minute de silence afin justement de méditer sur cette tragédie dont il a parlé avec tant d'émotion. Naturellement, je suis très soucieux de marquer ces tragiques événements en observant un moment de silence à la mémoire des victimes.

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, les représentants de la communauté taïwanaise du Canada se sont réunis aujourd'hui devant le Parlement pour montrer jusqu'à quel point les inquiétudes le sort fait à M. Yi-Shih Leo, un Canadien d'origine taïwanaise emprisonné à Taiwan actuellement.

M. Leo a été l'un des dirigeants du mouvement pour la démocratie et la justice à Taïwan, et il a déjà été victime de harcèlement au cours d'un séjour précédent à Taïwan, en août cette année.

Je prie donc le secrétaire d'État et le ministre des Affaires extérieures de dénoncer le traitement réservé à M. Yi-Shih Leo au nom du Canada. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures doit également demander au gouvernement taïwanais de cesser de harceler les citoyens canadiens qui présentent une demande de visa pour se rendre à Taïwan. Trop souvent, ces visas sont retardés ou refusés sans aucune raison valable.

Nous voulons tous que les droits de la personne soient dûment protégés à Taïwan qui s'est rendu coupable de trop nombreux abus naguère. Nous joignons notre voix à celle de M^{me} Leo et de la communauté taïwanaise du Canada pour demander au gouvernement d'intervenir énergiquement afin d'obtenir la libération, par les autorités de Taïwan, de ce défenseur des droits de la personne.

* * *

[Français]

LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur vient encore de manquer le bateau une fois de plus avec sa révision en profondeur des régions économiques de l'assurance-chômage au Nouveau-Brunswick. En effet, j'avais demandé au ministre responsable de séparer la région urbaine de Moncton, au taux de chômage de 8,2 p. 100, de la région rurale, au taux de chômage de 19,4 p. 100.

Les nouveaux changements à la zone séparent la région rurale de Kent de la région urbaine de Moncton. Mais la région rurale de Westmorland au chômage très élevé fait toujours partie de Moncton. Cela perpétue l'injustice qui existait auparavant. Le gouvernement n'a qu'à considérer Moncton à part, comme il le fait pour la majorité des autres centres urbains tels Trois-Rivières, Sherbrooke, Hull, Saskatoon et Regina.

[Traduction]

Je prie instamment le gouvernement de remédier à cette injustice qui est faite aux habitants de la région rurale de Westmorland. Le taux de chômage y est aussi élevé que dans le comté de Kent. C'est une grossière injustice que de traiter les habitants de cette région rurale autrement que ceux qui habitent le comté de Kent.

Je demande au gouvernement de corriger cette situation sans tarder.